



Nous assistons aujourd'hui à une situation tout à fait étonnante : l'ancien président Nicolas Sarkozy, très droitier, est fortement impressionné par Emmanuel Macron, qui semble plus libéral au sens politique du terme. « S'il ne commet pas les erreurs que j'ai faites, il va aller très loin, on ne pourra pas l'arrêter » a-t-il déclaré avant d'ajouter que « Macron, c'est moi en mieux »^[1]. L'actualité politique invite donc à lire attentivement l'ouvrage *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich* (« Les luttes hégémoniques en France ») de Kolja Lindner, récemment paru en allemand aux éditions Argument.

L'intérêt du travail de Lindner ne consiste pas seulement dans son actualité. En plus de cette dimension immédiate, Lindner propose une contribution importante à la théorie marxiste de l'Etat, qui jusqu'à présent - selon l'auteur - n'a pas assez pris en compte la spécificité de la société civile, et montre comment l'appliquer concrètement à une situation politique. En effet Lindner offre une illustration détaillée des luttes hégémoniques pendant les années du sarkozysme, et au-delà, à travers les cas de la laïcité et de la représentation politique en France. Ainsi le livre présente d'abord les enjeux liés à la représentation politique et la laïcité, avant d'analyser le projet hégémonique de Sarkozy depuis sa création jusqu'à son déclin et ses conséquences ultérieures.

De cette façon, il interroge la manière dont la politique de Sarkozy s'insère dans un contexte de bouleversements sociaux et politiques profonds, qui donnent à cette politique une signification qui dépasse largement un style de gouvernement individuel^[2]. Lindner voit dans la politique de Sarkozy une tentative de développement de formes nouvelles de légitimité et d'organisation du pouvoir ; c'est à cet égard que son impact est profond sur la politique en France.

De ce point de vue il n'est pas étonnant de trouver Stuart Hall parmi les références principales de Lindner. En effet, Hall a à la fois souligné l'incapacité de la social-démocratie anglaise en 1979 de résoudre la crise organique du pays et correctement prédit les victoires électorales de Margaret Thatcher^[3]. À l'instar du travail de Hall, on peut donc lire le livre de Lindner comme un guide de résistance qui insiste sur les batailles dans la société civile, et cela notamment dans des domaines souvent considérés comme secondaires par le mouvement ouvrier.

Force théorique de l'hégémonie, laïcité et représentation politique

L'ouvrage de Lindner commence par une discussion théorique dense autour du travail d'Antonio Gramsci et notamment du concept d'hégémonie[4]. Chez Gramsci le concept d'hégémonie, qui permet de comprendre la stratégie politique dans des pays capitalistes avancés, revêt une double dynamique de coercition et de consensus. Ces deux éléments sont mis au service de la création d'une unité sociale et culturelle, dans laquelle une multiplicité de volontés divergentes s'unit derrière un même objectif.

Dans cette perspective, l'hégémonie renvoie à une idée puissante selon laquelle l'approbation d'un gouvernement doit être organisée, afin de transformer le soutien vague, qui s'exprime à travers des élections, en un soutien général[5]. La question de l'hégémonie se pose au moment des crises organiques lorsque des groupes dans la société ne suivent plus leurs partis et représentants établis. Ces apports de Gramsci ont stimulé des débats théoriques importants, au sein desquels Lindner se trouve en accord avec les travaux plus ou moins récents d'Opratko[6], Thomas[7] et Buci-Glucksmann[8].

Ces derniers considèrent que les analyses de l'Etat et de la société civile de Gramsci constituent une avancée importante pour la théorie marxiste des sociétés fortement différenciées institutionnellement, laquelle doit être intégrée dans une stratégie d'émancipation humaine. En même temps, l'auteur partage aussi la critique de la totalisation gramscienne de l'Etat face à la société civile, mise en avant par Perry Anderson[9]. En effet, d'après Lindner le vrai mérite de Gramsci réside dans son concept de politique, où celle-ci n'est plus séparée de la culture ou de l'économie. En interrogeant l'ensemble des activités qui garantissent le maintien du pouvoir en place, il étend le concept de politique à toute la société.

Cette conception permet d'interroger dans quelle mesure des processus extra-étatiques permettent la légitimation du pouvoir politique. Lindner défend donc un concept de la société civile - en complément à celui de l'Etat capitaliste - qui porte sur la coordination informelle et non-contraignante des interactions sociales. Par conséquent, le politique n'a pas seulement une autonomie relative ; il dispose plutôt d'un certain primat par rapport à d'autres distinctions, comme celles entre la culture, l'économie, et la science[10].

Après une revue de la littérature marxiste de l'hégémonie, Lindner souligne l'ambition de dépasser le « réductionnisme de classes » de Poulantzas et la « logique du social » de Laclau et Mouffe, afin reformuler l'hégémonie comme une « forme spécifique d'obtention et d'exercice du pouvoir dans des sociétés qui se caractérisent par des structures pérennes et institutionnalisées d'inégalités sociales (de classe, de race et de genre) »[11]. Dans cette conception le pouvoir fait toujours l'objet de luttes, ce qui donne à l'hégémonie une dimension stratégique, permettant de comprendre l'inclusion de nouveaux acteurs dans des alliances politiques à travers des mécanismes de compromis.

À partir de cette base théorique Lindner analyse la crise organique du républicanisme français, qui se déroule sur deux terrains: la laïcité et la représentation politique. Cette crise est déterminée par la pluralisation de la société française au cours du XX^e siècle, mais elle a été déclenchée par deux événements récents symbolisés par deux dates : le 11 septembre 2001 et le 21 avril 2002. C'est lors de cette séquence que Nicolas Sarkozy développe son ambition de construire une nouvelle hégémonie à droite. Cette hégémonie ne pouvait selon Lindner que tourner autour du républicanisme, car ce dernier est hégémonique sur le long terme en France, tandis que le néolibéralisme est hégémonique sur le moyen terme, et l'hégémonie de la droite est de court terme.

Concernant la laïcité, l'analyse de Lindner s'inspire à nouveau du travail de Stuart Hall (2000), qui a souligné que la mondialisation ne va pas de pair avec une homogénéisation culturelle du monde, mais provoque au contraire une différenciation des sociétés occidentales. Cette nouvelle situation montre que l'universalisme de la république française, supposé s'incarner dans la laïcité, n'est en réalité qu'un particularisme basé sur un type de régulation du rapport entre l'Etat et certaines religions, qui repose sur le citoyen catholique blanc. Autrement dit, le récit national de la France est mis en crise et le « néo-républicanisme », en tant que projet hégémonique, constitue une tentative de réponse.

Ce projet se développe d'abord comme discours parmi des intellectuels proches du Parti socialiste, qui abandonnent toute référence au marxisme et à la solidarité internationale. Ce néo-républicanisme considère que la France constitue un ensemble homogène, qui logiquement est menacé par toute hétérogénéité. Dans cette perspective l'expression la plus explicite du néo-républicanisme se fonde sur l'idéalisation des « valeurs de la République » qui miraculeusement traitent le racisme, l'antisémitisme ou l'impérialisme comme des phénomènes extérieurs à la république.

En ce qui concerne la représentation politique, Lindner souligne que la crise organique s'exprime notamment à travers le constat d'une désaffiliation politique croissante, qui signifie que les représentants politiques ne sont plus le miroir de la société. Au contraire, ces représentants proviennent d'une même réserve, alors qu'en même temps la popularité de formes de participation politique plus directes augmente. De plus, le régime politique français du scrutin majoritaire et le cumul des mandats, ainsi que l'interdépendance structurelle entre les deux, renforcent la crise.

A cela s'ajoute un rapprochement entre la gauche et la droite concernant la place des racisé·e·s qui, sous prétexte d'intégration, doivent s'assimiler et renoncer à revendiquer une représentation politique spécifique. La déception des racisés, historiquement proches de la gauche, des gouvernements du Parti socialiste, favorise dans les années 1990 l'engagement de certains d'entre eux au sein de la droite.

La construction de l'hégémonie sous Sarkozy

Suite à la crise organique de 2001/2002 Nicolas Sarkozy développe l'ambition de fonder un nouveau projet hégémonique à droite, qui repose sur l'appareil de l'UMP. À partir de sa présidence de l'UMP en 2004, il réussit à faire émerger une formation politique de droite nouvelle qui institutionnalise des compromis de forces et qui est prête à agir de façon offensive sur le terrain idéologique. À l'intérieur du parti, il reste à l'écart de l'affaire Clearstream, qui touche ses opposants internes (les « traditionalistes ») et il prend ses distances vis-à-vis du gouvernement lors des mobilisations anti-CPE. De plus, en tant que ministre de l'Intérieur, il ne réserve pas aux manifestations contre le CPE le même traitement policier violent qu'aux quartiers populaires quelques mois plus tôt.

Vers l'extérieur il affirme notamment pendant la campagne électorale des présidentielles de 2007 une identité nationale dont les composantes peuvent être le protestantisme, le catholicisme et le judaïsme, mais pas l'islam, ce qui attire l'électorat du FN. Vis-à-vis de l'électorat de la gauche il essaie d'ancrer cette même idée d'identité nationale dans une sorte « d'intégration républicaine ». Une fois élu président, il mise sur une double stratégie « d'ouverture » et de « diversité ». L'ouverture vise à intégrer des représentants politiques étiquetés à gauche comme Fadela Amara, Bernard Kouchner ou Jacques Attali, et du centre comme Hervé Morin. Simultanément, des intellectuels issus de la gauche à l'instar de Claude Lanzmann, Hélène Carrère d'Encausse, Philippe Val ou encore Laurent Joffrin obtiennent un accès privilégié au président, gravitant ainsi à l'intérieur

Pourtant, dans la mesure où l'UMP dispose d'une majorité solide à l'Assemblée Nationale, elle n'aurait numériquement pas besoin de cette ouverture. Lindner l'explique donc comme une entreprise de déstabilisation du Parti socialiste. En effet, après le troisième échec consécutif aux présidentielles, ce parti rempli d'opportunistes n'arrive plus à satisfaire les besoins de postes de ces derniers. De plus, il se montre incapable d'imposer une ligne commune, comme l'a montré son comportement lors du référendum sur le traité constitutionnel européen.

Concernant la diversité, Sarkozy met en avant la participation au gouvernement de trois femmes racisées : Fadela Amara, Rama Yade, Rachida Dati. Toutefois, les transfuges de l'ouverture et de la diversité disposent de peu de pouvoir politique réel et entrent de plus en plus en conflit avec la politique autoritaire du gouvernement. Ces tensions avec le gouvernement tournent notamment autour d'une orientation de plus en plus nationaliste et présidentialiste.

Concernant la dimension nationaliste, le gouvernement poursuit la construction d'une laïcité qui donne notamment au catholicisme une nouvelle visibilité face à laquelle l'islam constitue une altérité. Ainsi, Sarkozy impulse l'approfondissement d'une « nouvelle laïcité » de droite, à laquelle même l'extrême droite, pourtant historiquement hostile à la laïcité, adhère. Alors qu'en 2004, lors des débats autour de la « Loi sur les signes religieux dans les écoles publiques », le Front National a refusé d'invoquer la laïcité (sans s'opposer à l'interdiction du port du voile à l'école), en 2010 il soutient la « Loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public » qui vise avant tout des femmes voilées, au nom de la laïcité.

Toutefois, « l'alliance néo-républicaine » de 2004, qui incluait aussi des intellectuels venus de la gauche comme Caroline Fourest ou Henri Pena-Ruiz, ne fonctionne plus et même à droite le consensus sur cette loi n'est pas établi. Mais le vote de la loi de 2010 donne une dynamique aux éléments les plus nationalistes de l'UMP, ce qui favorise la tenue d'un certain nombre d'actions^[12] qui *in fine* contribuent à briser à partir de 2009 l'appareil hégémonique de l'UMP. À cela s'ajoute la « solution d'apparence » de la réforme de la constitution de 2008, qui était également censée contribuer à dépasser la crise de la représentation politique. Or, Lindner montre qu'en réalité les pouvoirs du président et de l'exécutif n'ont pas été limités par cette réforme et ni la population ni le parlement ne jouissent d'une amélioration de leurs possibilités de participation. Au contraire, pendant la même période Sarkozy établit une sorte de gouvernement parallèle avec des conseillers à l'Élysée qui ont autant, voire plus d'influence que les ministres.

Sarkozy échoue donc à maintenir le leadership à la fois dans son propre appareil hégémonique et, plus généralement, dans toute la société. Dans la société, ce déclin d'hégémonie est notamment lié à la radicalisation de l'identité nationale et à la transformation de la laïcité en idéologie islamophobe, ce qui casse son alliance de forces plurielles. En interne, Sarkozy est critiqué pour sa politique d'ouverture et de diversité. En réponse, il mise sur un leadership autoritaire et un positionnement plus traditionnellement de droite, qui se traduit notamment par le remplacement des derniers éléments d'ouverture et de diversité au gouvernement. Or, Sarkozy ne réussit pas à rétablir son leadership et à la fin de l'année 2011 l'UMP, déchirée entre centristes et conservateurs, est dans l'incapacité de rassembler.

Remplir l'absence d'hégémonie

Par conséquent l'hégémonie du sarkozysme aura duré de 2005 à 2009 et « le vide que laisse le déclin des ambitions hégémonique de la droite n'a pour l'instant pas été rempli par des forces

politiques concurrentes » (p. 224). En effet Hollande a été élu malgré sa faiblesse politique ; autrement dit, pour paraphraser Marx, sa victoire correspond à un « développement dont la seule force motrice semble être le calendrier » [13].

Dans ce contexte, l'hégémonie de Sarkozy indique aussi la crise politique de la gauche et en particulier du Parti socialiste. Un certain nombre de débats ayant eu cours pendant les années de l'hégémonie de Sarkozy montrent que « la majorité absolue de la gauche partage dans ses fondements théoriques la transformation de la laïcité en une idéologie de l'identité nationale, à savoir l'imagination de la nécessité de l'assimilation culturelle individuelle, qui dans le doute doit être imposée de manière étatico-répressive » [14]. Les mêmes problèmes apparaissent aussi à gauche concernant la représentation politique, car fondamentalement le PS estime que l'ordre de la 5^e république est un instrument du maintien au pouvoir pour un parti, qui sert surtout à fournir des postes politiques. Sur le plan programmatique le travail du *think tank* du PS, Terra Nova, montre aussi que le parti a abandonné les classes populaires au profit d'un « libéralisme culturel » et d'un discours centré autour de la responsabilité individuelle.

Cet dimension, abordée vers la fin de l'ouvrage, permet de faire un ensemble de remarques critiques au travail de Lindner. Visiblement le titre choisi pour l'ouvrage est une référence à la première étude détaillée de Marx sur les rapports entre les intérêts économiques et les tendances politiques : *Les luttes des classes en France*. Toutefois, comme le rappelle Ernest Mandel, le travail marxien consiste notamment en un examen minutieux des conséquences sur différentes classes sociales et fractions de classes des questions économiques comme le crédit, la monnaie ou la taxation [15]. Or, le livre n'effectue pas réellement cet examen.

Certes, l'ouvrage de Lindner comprend des allusions au fameux « travailler plus pour gagner plus », aux réformes des retraites et au rôle de Sarkozy en tant que « président des riches » [16]. Mais il ne pousse pas tellement l'analyse plus loin. On pourrait arguer que le remplacement de « luttes des classes » par « luttes hégémoniques » déplace le pivot de l'analyse en défaveur d'une prise en compte plus explicite des questions économiques et notamment de l'impact du néolibéralisme sur les luttes hégémoniques qui aurait été enrichissante.

À titre d'exemple, l'impact de la lutte contre le projet de réforme des retraites de Sarkozy en 2010 semble avoir joué un rôle majeur dans la perte de Sarkozy en 2012. Or, hasard du calendrier, cette dimension est exposée avec finesse dans un autre livre récent – et à bien des égards complémentaire de celui de Lindner – de Bruno Amable et de Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois* [17].

Concernant l'importance des classes sociales, Lindner a sans doute raison de qualifier l'approche de l'Etat capitaliste en termes d'autonomie relative développée par Poulantzas de réductionniste, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les rapports sociaux de race et de genre. Pourtant, il semble exagéré de présenter Poulantzas comme un penseur « fonctionnaliste » qui, en postulant une unité de classe préalable, ne distinguerait pas la classe en soi de la classe pour soi [18]. Poulantzas précise justement que « saisir l'Etat comme condensation matérielle d'un rapport de forces signifie qu'il faut le saisir aussi comme un champ et un processus stratégiques, où s'entrecroisent des nœuds et des réseaux de pouvoir qui à la fois s'articulent et présentent des contradictions et des décalages les uns par rapport aux autres » et il signale aussi que la bureaucratie d'Etat peut jouer un rôle propre [19].

Par conséquent, le dialogue avec le concept d'autonomie relative de l'Etat capitaliste [20] ou avec des prolongements plus récents du travail de Poulantzas, qui s'expriment notamment à travers le concept de « particularisation » de l'Etat capitaliste, semble fructueux pour saisir les rapports d'unité et de contradiction entre les sphères économique et politique, tout en soulignant que la dimension politique est un élément intégral des rapports de production [21].

Une remarque critique supplémentaire peut être adressée à Lindner quant à son utilisation du travail de Perry Anderson, qui considère que Gramsci annule la distinction entre l'Etat et la société civile en totalisant l'Etat. À partir de sa relecture du travail de Gramsci, Peter Thomas a récemment montré qu'Anderson avait effectué une lecture trop schématique du travail du marxiste italien[22]. Il souligne notamment que Gramsci n'a pas fait disparaître la société civile, mais qu'il a établi une non-identité ontologique entre les deux terrains ; l'Etat capitaliste ne se totalise pas, mais il devient de plus en plus sophistiqué dans son articulation interne et dans la condensation des rapports sociaux en son sein[23].

Au-delà de ces deux questions, il faut cependant souligner que le travail de Lindner rappelle avec force la pertinence d'analyser des questions comme la laïcité ou la représentation politique du point de vue de la théorie de l'hégémonie, analyse susceptible d'ouvrir un débat plus large sur l'expression politique des rapports sociaux.

La gauche et l'hégémonie

L'ouvrage de Kolja Lindner met l'accent sur la nature temporaire et relationnelle de l'hégémonie. Temporaire dans le sens où l'hégémonie est contestée en permanence et peut être perdue, comme l'illustre le cas de Sarkozy. Cette perte d'unité politique ne signifie pas, toutefois, la disparition des idées de Sarkozy. Au contraire, celui-ci a réussi à structurer les débats actuels, notamment autour de la laïcité et, dans une moindre mesure, autour de la représentation politique. Relationnelle car l'hégémonie ne concerne pas seulement la force politique hégémonique mais aussi les forces subalternes.

Dans cette perspective, Lindner critique précisément le Parti socialiste mais aussi d'autres forces de la gauche, qui ont successivement accepté de reprendre fondamentalement des idées radicalisées de la droite. Dans ces conditions, la crise organique que traverse la France ne peut pas être résolue dans le sens d'un projet d'émancipation. Outre la discussion stimulante des débats théoriques autour de l'hégémonie, c'est sans doute dans la mise en évidence précise et détaillée de cet élément que réside l'importance principale de ce livre sur les « luttes hégémoniques en France ».

Notes

[1] <http://www.rtl.fr/actu/politique/sarkozy-fan-de-macron-7788868339>

[2] Lindner, Kolja, *Die Hegemoniekämpfe in Frankreich*, Hamburg, Argument, 2017, p. 10.

[3] Clarke, John, Critcher, Chas, Hall, Stuart, Jefferson, Tony, Roberts, Brian, *Policing the Crisis*, London, Macmillan 1978; Hall Stuart, *The Hard Road to Renewal*, London, Verso 1988.

[4] Lindner passe en revue un grand nombre d'apports théoriques marxistes autour de l'hégémonie. Ainsi, il aborde le travail développé autour du concept d'idéologie chez Althusser et sa critique chez Rehmman, des travaux récents sur Poulantzas chez Nowak et Lindner, le travail sur les discours de Mouffe et Laclau, mais aussi des apports théoriques sur la légitimité chez Max Weber et Jürgen Habermas.

Althusser, Louis, *Sur la reproduction*, Paris, PUF, 1969 ; Althusser, *Ideologie et appareils idéologiques d'Etat*, 1970 ; Habermas, Jürgen, *Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus*,

Frankfurt a. M, Suhrkamp, 1973 ; Laclau, Ernest, Mouffe, Chantal, *Hegemonie und radikale Demokratie*, Wien, Passagen, 1985 ; Lindner, Urs, Staat, Herrschaft und Politik, dans *Poulantzas lesen*, Hamburg, VSA, 2006; Nowak, Jörg, Poulantzas, Geschlechterverhältnisse und die feministische Staatstheorie, dans *Poulantzas lesen*, 2006; Rehmann, Jan, *Einführung in die Ideologietheorie*, Hamburg, Argument, 2008 ; Weber, Max, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, Mohr Siebeck, 1922.

[5] Gramsci, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks*, International Publishers, New York, 1992, p. 259.

[6] Opratko, Benjamin, *Hegemonie*, Münster, Westphälisches Dampfboot, 2012.

[7] Thomas, Peter, *The Gramscian Moment*, Leiden, Brill, 2009.

[8] Buci-Glucksmann, Christine, *Gramsci et l'Etat*, Paris, Fayard, 1975.

[9] Anderson, Perry, « The Antinomies of Antonio Gramsci », *New Left Review*, 100, 1976.

[10] Lindner, p. 32.

[11] Lindner, p. 62.

[12] Le débat sur l'identité nationale de 2009-2010 et le discours de Grenoble, une campagne xénophobe en 2010, le débat sur la laïcité de 2011, la création de la Droite Populaire.

[13] Marx, Karl, *Le 18 brumaire de L. Bonaparte*, 1851,
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum5.htm>

[14] Lindner, p. 258.

[15] Mandel, Ernest, *The Formation of the Economic Thought of Karl Marx*, London, Verso, 2015, p. 69-70.

[16] Pinçon, Michel, Pinçon-Charlot, Monique, *Le président des riches*, Paris, La Découverte, 2010.

[17] Amable, Bruno, Palombarini, Stefano, *L'illusion du bloc bourgeois*, Paris, Raisons d'Agir, 2017.

[18] Lindner, p. 53.

[19] Poulantzas, Nicos, *L'Etat, le Pouvoir et le Socialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013, p. 201.

[20] Voir Poulantzas, Nicos, *L'Etat, le Pouvoir et le Socialisme* ; et Bray, Michael, Rearticulating Contemporary Populism, *Historical Materialism*, 23.3, 2015.

[21] Hirsch, Joachim, Kannankulam, John, Poulantzas and form analysis: on the relation between two approaches to historical-materialist state theory, dans *Reading Poulantzas*, London, Merlin Press, 2011.

[22] Thomas, *The Gramscian Moment*.

[23] Toutefois, l'interprétation d'Anderson mène aussi à une conclusion politique importante : il considère que l'extension supposée de l'État va de pair avec une stratégie eurocommuniste, « kautskienne ». Ainsi, d'un ton moqueur Anderson indique que selon cette logique les cinémas

feraient partie de l'État, et que par conséquent tourner un film militant serait déjà en soi une conquête partielle du pouvoir. Partageant la possibilité d'établir une stratégie réformiste à partir d'une lecture partielle de Gramsci, Thomas met en avant le concept « d'État intégral », dans lequel réside un approfondissement de la compréhension de la complexité de la stratégie révolutionnaire dans des formations sociales capitalistes occidentales.